



L'Ontario

Un chef de file mondial en assurance de la qualité

Rapport annuel 2008|2009

CEQEP

**Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire
The Postsecondary Education Quality Assessment Board**



La commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire

Mandat

Garantir la qualité des programmes et des fournisseurs

La Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire (CEQEP) évalue toutes les demandes de consentement ministériel confiées par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités en application de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire* et formule à son intention des recommandations sur la qualité des programmes et des établissements.

La Loi permet à tout établissement non habilité par une loi de l'Ontario à offrir des programmes préparant à un grade universitaire ou à utiliser le terme « université » de demander le consentement du ministre afin de pouvoir le faire. La Commission établit et met en œuvre des normes d'évaluation des programmes et des établissements qui sont reconnues sur le plan international.

En remplissant son mandat, la Commission contribue à étoffer la liste des programmes de qualité menant à un grade universitaire et destinés aux Ontariens qui doivent composer avec une économie et une culture de plus en plus complexes et axées sur le savoir. La qualité des programmes et la réussite des étudiants qui les suivent sont des conditions essentielles pour l'avenir de l'Ontario.

En veillant à ce que ses normes reflètent des pratiques reconnues, la Commission joue un rôle de source d'information et de réflexion sur les normes et les activités nationales et internationales en matière d'assurance de la qualité de l'enseignement.

Engagement envers la qualité

L'excellence que l'Ontario exige et mérite

- Élaborer et maintenir des normes reconnues sur les plans national et international en ce qui concerne le niveau des grades universitaires.
- Établir des points de repère clairs d'évaluation des programmes et des établissements.
- Obtenir l'avis d'experts hautement qualifiés sur les programmes et les établissements.
- Évaluer les demandes au regard de normes élevées et des engagements des demandeurs.
- Demander aux demandeurs de procéder à des révisions complètes de leurs propres programmes en interne.
- Inclure des échantillons de travaux individuels d'étudiants dans les évaluations des programmes.

Engagement envers la transparence

Indépendance, transparence et responsabilité

- Publier les normes, points de repère et procédures de la Commission.
- Obtenir l'avis d'experts indépendants hautement qualifiés.
- Protéger les intérêts des étudiants.
- Publier les demandes sur le site Web de la Commission.
- Permettre aux intervenants de formuler des commentaires sur les demandes.
- Publier les recommandations faites au ministre à propos des demandes, ainsi que ses décisions.

Message du président



La Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire (CEQEP) est une commission consultative qui relève du ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Elle a pour mandat de vérifier la qualité des programmes préparant à un grade universitaire et des fournisseurs qui sont tenus d'obtenir un consentement ministériel pour exercer leurs activités en Ontario.

Activités de la Commission

Je suis heureux de pouvoir rendre compte que la Commission continue de se consacrer pleinement à la tâche difficile que représente le mandat d'examiner les demandes et de formuler des recommandations. Pendant l'exercice, la Commission s'est réunie à dix reprises (huit fois physiquement et deux fois en téléconférence), dix-neuf comités d'examen ont été approuvés et trente-trois demandes ont été examinés. La Commission a formulé trente et une recommandations à l'intention du ministre.

En 2008-2009, le ministre a transmis à la Commission vingt demandes à des fins d'évaluation : onze émanaient de collèges d'arts appliqués et de technologie, quatre d'établissements privés, et cinq d'établissements publics. Dix demandes visaient un consentement permettant d'offrir des programmes de premier cycle ou d'enseignement supérieur, trois un renouvellement de consentement existant, six une modification de consentement et une le droit d'employer le terme « université ».

La Commission a aussi entrepris sa première autoévaluation formelle au cours de l'année. La CEQEP, comme de nombreux organismes d'assurance de la qualité dans le monde, considère que l'autoévaluation est un outil d'amélioration continue important. Lors de sa réunion de décembre 2008, la Commission a approuvé un mandat d'autoévaluation portant sur tous les aspects de ses activités durant ses sept premiers exercices. Cette étude doit assurer la rigueur et la transparence de tous les critères et processus de la Commission et permettre à celle-ci de se préparer à une vérification conduite par un comité externe d'experts internationaux en matière d'assurance qualité. L'autoévaluation est en cours et devrait s'achever d'ici décembre 2009.

Activités nationales de la Commission

Si notre mandat (formuler des recommandations sur des demandes de consentement ministériel et d'autres questions soumises par le ministre) peut sembler étroit, en comparaison, son influence est en réalité très large. En 2003, la Commission a présenté le premier cadre de

classification des grades du Canada. Depuis lors, ces normes, en plus d'être incorporées dans le cadre de classification des titres de compétence de l'Ontario en 2007, ont aussi été adoptées, avec quelques adaptations mineures, par le Degree Quality Assurance Board de Colombie-Britannique et par la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes, pour leurs évaluations des programmes préparant à des grades.

En mai de cette année, le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada a organisé, à Québec, un colloque pancanadien sur l'assurance de la qualité. Des représentants d'organismes d'assurance de la qualité, d'organismes gouvernementaux et d'établissements d'enseignement postsecondaire y ont discuté des problèmes d'assurance de la qualité au Canada et à l'étranger. Le colloque s'est essentiellement penché sur la difficulté de mesurer les résultats et de lier les questions de transfert de crédits et d'assurance de la qualité, ainsi que sur l'assurance de la qualité en matière d'apprentissage électronique. Terry Miosi, Ph.D., en tant que directeur du secrétariat, a animé un groupe de discussion et analysé le travail de la Commission visant à établir des critères de référence pour le téléenseignement.

Activités internationales

La Commission, pour être en mesure de remplir le mandat que lui confère la loi d'élaborer des critères d'examen des demandes « conformes aux normes éducatives reconnues en Ontario et dans d'autres autorités législatives », doit absolument rester au fait des tendances et des développements sur le plan international.

Les travaux de la Commission témoignent de son engagement envers la qualité et rehaussent l'image nationale et internationale de l'Ontario dans le domaine de l'assurance de la qualité. La CEQEP est membre du Réseau international des agences d'assurance qualité de l'enseignement supérieur (RIOPQUES, ou INQAAHE) depuis 2003 et, grâce à cela, est en liaison avec plus de 200 organismes dans le monde. Le RIOPQUES a pour principal objectif de recueillir et de diffuser de l'information sur la théorie et la pratique en matière d'évaluation, d'amélioration et de maintien de la qualité dans l'enseignement supérieur.

Comme en faisait état le rapport de l'an dernier, la Commission – avec le concours du ministre de la Formation et des Collèges et Universités – a organisé l'édition 2007 de la conférence du RIOPQUES à Toronto. L'événement a confirmé que la Commission est désormais à l'avant-garde des progrès internationaux dans le domaine de l'assurance de la qualité dans l'éducation postsecondaire. Ce réseau offre des occasions d'appréhender les



questions d'assurance de la qualité qui sont abordées à l'échelle internationale et de faire connaître à ce large auditoire international l'engagement de l'Ontario en la matière.

J'ai été très honoré d'apprendre que j'avais été élu, en mars 2009, membre du conseil d'administration du RIOPQUES pour deux ans, sur le thème de la collaboration et de l'harmonisation internationales et grâce à ma volonté de conduire des travaux sur les « usines à agréments » et sur le téléenseignement. Je suis le seul membre canadien du conseil d'administration du Réseau et y assume en outre la responsabilité de Trésorier.

Les membres de la Commission

L'assurance de la qualité nécessite des gens de qualité. Je tiens à saluer l'excellent jugement de mes collègues de la Commission et leur engagement envers la qualité et le choix en matière d'éducation, ainsi qu'envers la transparence et la responsabilisation.

William Robson a été membre de la Commission depuis sa création. Après sept années de service, il est arrivé au terme de son dernier mandat pour l'organisme. Au nom de ses confrères et consœurs de la Commission, je tiens à le remercier pour sa contribution remarquable aux débats de la Commission. En sa qualité d'économiste de premier plan et grâce à sa grande connaissance des organismes du domaine de l'éducation et des affaires publiques, Bill a pu faire bénéficier son travail d'une riche expérience. Je le remercie de tout cœur pour son apport considérable et inestimable aux travaux de la Commission.

J'ai le plaisir d'annoncer que Jane Blackwell, qui est une chef de file en matière de développement communautaire et fait partie de la Commission depuis 2005, et Ashok Dalvi, spécialiste en études stratégiques reconnu à l'échelle internationale et membre de la Commission depuis cinq ans, ont vu leur mandat reconduit.

Examen de la Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire

Le ministre a fait savoir en décembre 2006 à la Commission et au grand public qu'il avait décidé d'entreprendre un examen interne de la Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire. Il est effet établi qu'il était temps et opportun d'harmoniser pleinement et adéquatement la Loi et le nouveau cadre amélioré de l'éducation postsecondaire pour l'Ontario. L'examen se poursuit actuellement.

Le secrétariat

Le ministre de la Formation et des Collèges et Universités a entrepris, à l'été 2007, des transformations qui ont des répercussions importantes sur la structure du ministère. Ainsi, le secrétariat de la CEQEP a été déplacé de la division de l'éducation postsecondaire à la toute nouvelle division des politiques stratégiques et des programmes. Le poste de directeur de la direction de la CEQEP a été supprimé, tandis qu'un poste de chef de l'unité CEQEP a été créé.

J'exprime toute ma gratitude au secrétariat pour le travail de grande qualité qu'il effectue. Au nom de la Commission, je souhaite remercier cordialement M. Terry Miosi, Ph.D., pour le leadership dont il a fait preuve. M. Miosi est arrivé au terme de son mandat de directeur intérimaire du secrétariat et a pris sa retraite de la fonction publique de l'Ontario.

J'ai le plaisir d'annoncer la nomination au poste de chef de l'unité CEQEP, depuis l'automne 2008, de Mme Virginia Hatchette, Ph.D., qui fut un des membres fondateurs du secrétariat de la Commission et a, par la suite, travaillé pour le ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Afin de refléter fidèlement le rôle de soutien que joue la chef de l'unité auprès de la Commission et sa mission de représentation de l'Ontario sur les plans national et international, le titre de Mme Hatchette a été modifié pour y inclure celui de directrice générale, Secrétariat de la CEQEP.

À ce titre, Mme Hatchette rend directement compte à la Commission et, en tant que chef de l'unité CEQEP, relève également du chef de la direction des programmes de la division des politiques stratégiques et des programmes. Virginia Hatchette apporte à son rôle de directrice générale sa vision stratégique et sa profonde compréhension des mandats du ministère et du secrétariat. Elle possède une expertise reconnue dans le domaine de l'enseignement supérieur et de l'assurance de la qualité à l'échelle intergouvernementale.

Enfin, je suis reconnaissant envers les autres membres du secrétariat, nommément Irene Butenko, Ph.D., et Rosaria Cioffi, pour le travail qu'elles abattent. Leur expertise et leur engagement facilitent grandement les travaux de la Commission.

Dale Patterson

Message de la directrice générale



Left to right: Virginia Hatchette, Dale Patterson and Maureen Morton

Je suis enchantée de rejoindre la CEQEP à sa huitième année d'exercice. J'accède à ce poste alors qu'il existe un discours international grandissant et substantiel sur la nécessité pour les organismes d'assurance de la qualité de procéder eux-mêmes à une autoévaluation continue. On considère comme une pratique exemplaire le fait, pour les agences, de procéder à une évaluation de leurs missions et objectifs, de l'efficacité de leur démarche en matière d'assurance de la qualité, de la constance de la mise en œuvre de leurs critères et procédures et de l'adéquation de ces critères et procédures aux objectifs des établissements, des organismes et, lorsqu'il y a lieu, du gouvernement.

Il est temps d'examiner les activités et les accomplissements de la Commission. Je suis heureuse de piloter la transition de la Commission d'un statut d'organisme nouveau à celui d'un organisme mature, ainsi que de définir ses futures orientations en suivant une démarche d'amélioration continue.

Autoévaluation

En décembre 2008, le secrétariat a entrepris une autoévaluation de l'ensemble des activités, critères, politiques et procédures de la Commission. L'exercice poursuit plusieurs objectifs : s'assurer que la Commission suit les pratiques exemplaires; maintenir son leadership national en matière d'assurance de la qualité; vérifier qu'elle remplit son mandat; et veiller à ce qu'elle continue d'appliquer ses critères de façon équitable, intégrale et constante. Cette autoévaluation est un élément fondamental de la préparation de la Commission en vue d'une vérification externe de l'organisme.

L'exercice devrait durer 12 mois et doit produire deux résultats. Le premier prendra la forme d'un rapport intermédiaire contenant des recommandations fondées sur une analyse des activités de la Commission par rapport au mandat que lui confère la loi (la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*) et aux critères de référence établis par le RIOPQUES. Cet examen interne comportera une analyse des aspects suivants :

- critères, procédures et décisions;
- mandat conféré par la loi;
- ressources;
- responsabilisation et transparence;
- relations avec les différents intervenants;

- collaboration avec les autres organismes d'assurance de la qualité.

Un ensemble de recommandations doit conclure l'examen.

Le second résultat attendu est un rapport final sur les sept premières années d'exercice de la Commission, qui doit faire le point sur la prise en compte des recommandations du rapport intermédiaire et les mesures prises à la suite de celles-ci. Ce rapport final servira de document de base pour le comité externe qui doit évaluer la CEQEP à l'automne 2010.

Autres initiatives

Parallèlement à l'autoévaluation en cours, le secrétariat a lancé plusieurs autres initiatives cette année. Il s'agissait d'obtenir une rétroaction exhaustive de la part des demandeurs, des évaluateurs et du personnel du ministère. À la suite de cela, le secrétariat a :

- remanié son site Web;
- révisé les conditions de demande de renouvellement du consentement;
- amélioré l'efficacité du processus de demande pour les candidats qui respectaient les normes de la Commission lors d'examens antérieurs.

Partenariats en Ontario

La CEQEP s'est imposée comme un chef de file en matière d'assurance de la qualité en Ontario, au Canada et à l'étranger.

Conformément à son mandat légal de fixer des critères d'évaluation des programmes et des établissements « conformes aux normes éducatives reconnues en Ontario et dans d'autres autorités législatives », la CEQEP entretient des liens étroits avec la direction de l'Ontario Council on Graduate Studies (OCGS), organisme affilié au Conseil des universités de l'Ontario (CUO) et responsable de réviser les programmes de maîtrise et de doctorat. Par ailleurs, le secrétariat surveille les travaux du comité de vérification de l'évaluation de la qualité des programmes de premier cycle, division du CUO chargée de vérifier les politiques et procédures d'examen de la qualité des programmes de premier cycle en place dans les universités publiques de l'Ontario.

Comme nombre de demandeurs sont des collègues d'arts appliqués et de technologie de



l'Ontario, la CEQEP se réunit régulièrement pour cerner et analyser les problèmes avec le groupe opérationnel sur les diplômes collégiaux, organisme consultatif des collèges délivrant des diplômes qui relève du comité de coordination des vice-présidents à l'enseignement.

La CEQEP a un intérêt commun avec le Conseil ontarien de la qualité de l'enseignement supérieur (COQES) en ce qui concerne la qualité de l'éducation postsecondaire en Ontario. Cette année, le président, Dale Patterson, et moi-même avons rencontré la direction du COQES pour discuter de questions intéressant nos deux organismes et pour réaffirmer notre volonté de continuer à travailler ensemble.

Partenariats à l'extérieur de l'Ontario

L'Ontario, par l'intermédiaire de la CEQEP, est un chef de file au Canada en ce qui concerne l'établissement de normes d'assurance de la qualité des programmes et des établissements préparant à un grade universitaire. Le secrétariat reste en relation avec d'autres organismes d'assurance de la qualité dans l'ensemble du Canada, ce qui permet à l'information sur les développements et les problèmes observés dans les différents territoires et provinces de circuler. Nous comptons resserrer ces relations avec nos homologues canadiens, notamment avec le Campus Alberta Quality Council, le Degree Quality Assessment Board de Colombie-Britannique et la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes, qui ont un mandat similaire au nôtre.

La CEQEP continue de travailler avec ses pairs à l'étranger. Cette année, nous nous autoévaluons au regard des normes de référence établies par le RIOPQUES, qui sont rassemblées dans ses *Guidelines of Good Practices*. Nous conservons des liens avec le Council for Higher Education Accreditation, association américaine qui regroupe quelque 3 000 collèges et universités délivrant des diplômes ou grades et qui reconnaît 60 organismes d'agrément d'établissements et de programmes.

Ces réseaux donnent au secrétariat l'occasion plus qu'appréciable de nouer et d'entretenir des relations avec des personnes clés du domaine de la réglementation et de l'assurance de la qualité des diplômes, de promouvoir dans le monde les activités en matière d'assurance de la qualité qu'il mène en Ontario et de recueillir de l'information sur les questions, tendances et pratiques émergentes en la matière.

L'époque actuelle est passionnante non seulement pour l'éducation postsecondaire en

Ontario, mais aussi pour les organismes d'assurance de la qualité de tout le Canada et des autres pays. Je suis impatiente de mettre en œuvre les recommandations de l'examen interne, pour veiller à ce que la CEQEP conserve son rang de chef de file national en assurance de la qualité et assume pleinement le mandat qu'elle a reçu de la loi d'établir des critères conformes aux normes éducatives reconnues en Ontario et ailleurs.

Virginia Hatchette

Vue d'ensemble/Contexte

La transparence est un engagement important pour la CEQEP. Cette dernière publie sur son site Web la liste complète des demandes traitées et de celles qui sont en cours d'étude. Par ailleurs, tous les documents justificatifs, comme les demandes, les recommandations de la Commission et la décision du ministre, peuvent être consultés sur ce site.

Depuis sa création, en 2001, la CEQEP a reçu 321 demandes. Le tableau ci-dessous présente une synthèse des demandes au 31 mars 2009. Le site de la CEQEP offre des renseignements détaillés sur ces demandes.

Parmi les demandes d'établissements publics de la province, 75 émanaient de l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario et ont été étudiées par la Commission avant que l'université reçoive l'autorisation légale de délivrer des diplômes.

Type d'établissement	Nombre d'établissements	Demandes traitées	Demandes retirées	Demandes en cours	Total de reçues demandes
Privé	25	32	10	4	46
Public, dans la province	5	77	2	0	79
Public, hors de la province	9	18	4	4	26
CAAT	21	161	1	8	170
Total	60	288	17	16	321

Activités de l'exercice courant

Demandes transmises

En 2008-2009, le ministre a transmis à la Commission vingt demandes à des fins d'évaluation. Onze d'entre elles provenaient de collèges d'arts appliqués et de technologie, quatre d'établissements privés, et cinq d'établissements publics. Dix demandes visaient un consentement permettant d'offrir des programmes de premier cycle ou d'enseignement supérieur, trois un renouvellement de consentement existant, six une modification de consentement et une le droit d'employer le terme « université ».

Recommandations

La Commission a fait 31 recommandations au Ministère cette année. Vingt-quatre concernaient des collèges d'arts appliqués et de technologie, trois visaient des demandes d'établissements privés et quatre des demandes d'établissements publics. La majorité (quatorze) des recommandations concernaient le renouvellement de programmes, dix étaient des demandes de création de programmes menant à l'obtention d'un grade, cinq concernaient des modifications à des consentements existants, une demandait de mettre fin à un programme, et une dernière demandait d'utiliser le terme « université ».

Demandes à l'étude

Il y avait seize demandes à l'étude en date du 31 mars 2009; huit d'entre elles provenaient de collèges d'arts appliqués et de technologie, quatre d'établissements privés et quatre autres d'établissements publics.



Demandes transmises entre le 1^{er} avril 2008 et le 31 mars 2009

Collèges d'arts appliqués et de technologie

Établissement	Demande en vertu de la loi	Présentation
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat ès arts appliqués (Relations publiques)
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en administration appliquée (Comptabilité, vérification et technologie de l'information)
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en services sociaux appliqués (Justice communautaire et pénale)
Georgian College of Applied Arts and Technology	Modification (révision des critères d'admission)	Baccalauréat ès arts appliqués (Décoration intérieure) – Programme relais
Georgian College of Applied Arts and Technology	Modification (révision du programme)	Baccalauréat en administration des affaires (Gestion automobile)
Georgian College of Applied Arts and Technology	Modification (révision du programme)	Baccalauréat en administration des affaires (Gestion de golf)
Georgian College of Applied Arts and Technology	Modification (révision du programme)	Baccalauréat en services humains (Études policières)
Humber College Institute of Technology and Advanced Learning	Modification (révision du programme)	Baccalauréat en musique appliquée (Musique contemporaine)
Humber College Institute of Technology and Advanced Learning	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en administration des affaires (Comptabilité)
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Décoration intérieure)
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Photographie)

Établissements privés

Établissement	Demande en vertu de la loi	Présentation
Institut pontifical d'études médiévales	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Doctorat en études médiévales
RCC Institute of Technology	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en décoration intérieure
RCC Institute of Technology	Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie (Systèmes d'information informatiques)
RCC Institute of Technology	Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie (Techniques de génie électronique)

Établissements publics

Établissement	Demande en vertu de la loi	Présentation
Central Michigan University	Renouvellement de consentement	Renouvellement de la Maîtrise en arts (Éducation)
Charles Sturt University	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat ès sciences (Biotechnologie judiciaire)
Charles Sturt University	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en études de l'enseignement secondaire
St. Paul's United College	Droit d'usage du terme « Université »	St. Paul's University College
State University of New York of Potsdam	Modification (déménagement du campus)	Maîtrise ès sciences en enseignement (Instruction des enfants)

Recommandations formulées entre le 1^{er} avril 2008 et le 31 mars 2009

Collèges d'arts appliqués et de technologie

Demande en vertu de la loi	Présentation	Recommandation de la Commission	Décision du ministre
Collège Algonquin des arts appliqués et de technologie Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Optoélectronique)	Consentement accordé	Consentement accordé
Collège Algonquin des arts appliqués et de technologie Renouvellement de consentement	Baccalauréat en arts appliqués (Décoration intérieure)	Consentement accordé	Consentement accordé
Centennial College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en sciences informatiques appliquées (Systèmes logiciels – Conception, développement et gestion)	Communiquée au ministre	En attente
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en administration appliquée (Comptabilité, vérification et technologie de l'information)	Communiquée au ministre	En attente
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en services sociaux appliqués (Justice communautaire et pénale)	Communiquée au ministre	En attente
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Architecture – Gestion des projets et des installations)	Communiquée au ministre	En attente
Fanshawe College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Biotechnologie)	Consentement accordé	Consentement accordé
Fanshawe College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Assainissement intégré des sites environnementaux)	Communiquée au ministre	En attente
Georgian College of Applied Arts and Technology Modification (révision du programme)	Baccalauréat en administration des affaires (Gestion automobile)	Consentement accordé	Consentement accordé
Georgian College of Applied Arts and Technology Modification (révision du programme)	Baccalauréat en administration des affaires (Gestion de golf)	Consentement accordé	Consentement accordé
Georgian College of Applied Arts and Technology Modification (révision du programme)	Baccalauréat en services humains (Études policières)	Consentement accordé	Consentement accordé
Georgian College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en services humains (Études policières)	Consentement accordé	Consentement accordé
George Brown College of Applied Arts and Technology and Niagara College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en administration des affaires appliquée (Gestion des opérations d'accueil)	Consentement accordé	Consentement accordé
Humber College Institute of Technology and Advanced Learning Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Criminologie et services correctionnels)	Consentement accordé	Consentement accordé
Humber College Institute of Technology and Advanced Learning Modification (révision du programme)	Ajout de cours en ligne pour tous les programmes ayant fait l'objet d'un consentement	Consentement accordé	Consentement accordé
La Cité Collégiale d'Arts Appliqués et de Technologie Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliqué (Biotechnologie)	Communiquée au ministre	En attente
Loyalist College of Applied Arts and Technology Cessation d'un programme	Baccalauréat en arts appliqués (Gestion des services sociaux)	Consentement accordé	Consentement accordé
Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Programme de vol)	Consentement accordé	Consentement accordé



Colleges of Applied Arts and Technology Continued

Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Développement de logiciels)	Consentement accordé	Consentement accordé
Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Loisirs thérapeutiques)	Communiquée au ministre	En attente
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur Renouvellement de consentement	Baccalauréat en arts appliqués (Décoration intérieure)	Communiquée au ministre	En attente
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en sciences informatiques appliquées (Sécurité des systèmes d'information)	Consentement accordé	Consentement accordé
St. Clair College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie appliquée (Gestion industrielle)	Consentement accordé	Consentement accordé
St. Lawrence College of Applied Arts and Technology Renouvellement de consentement	Baccalauréat en arts appliqués (Psychologie comportementale)	Consentement accordé	Consentement accordé

Établissements privés

Demande en vertu de la loi	Présentation	Recommandation de la Commission	Décision du ministre
Adler School of Professional Studies Inc. Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Maîtrise en psychologie	Communiquée au ministre	En attente
Cornell University Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Maîtrise en administration des affaires	Communiquée au ministre	En attente
Lawrence Technological University Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Maîtrise en administration des affaires	Communiquée au ministre	En attente

Établissements publics

Demande en vertu de la loi	Présentation	Recommandation de la Commission	Décision du ministre
Charles Sturt University Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Maîtrise en administration des affaires	Communiquée au ministre	En attente
Charles Sturt University Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Maîtrise en éducation planétaire (Leadership scolaire)	Communiquée au ministre	En attente
St. Paul's United College Droit d'usage du terme « Université »	St. Paul's University College	Consentement accordé	Consentement accordé
State University of New York of Potsdam Modification (déménagement du campus)	Maîtrise ès sciences en enseignement (Instruction des enfants)	Demande retirée	Demande retirée

Demandes à l'étude au 31 mars 2009

Collèges d'arts appliqués et de technologie

Établissement	Date de transmission	Demande en vertu de la loi	Présentation
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur	18 déc. 2008	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat ès arts appliqués (Relations publiques)
Fanshawe College of Applied Arts and Technology	14 fév. 2008	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Leadership en éducation de la petite enfance)
George Brown College of Applied Arts and Technology	29 fév. 2008	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Leadership en éducation de la petite enfance)
Georgian College of Applied Arts and Technology	30 juil. 2008	Modification (révision des critères d'admission)	Baccalauréat ès arts appliqués (Décoration intérieure) – Programme relais
Humber College Institute of Technology and Advanced Learning	2 mars 2009	Modification (révision du programme)	Baccalauréat en musique appliquée (Musique contemporaine)
Humber College Institute of Technology and Advanced Learning	13 fév. 2009	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en administration des affaires (Comptabilité)
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur	14 fév. 2008	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Leadership en éducation de la petite enfance)
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur	2 mars 2009	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en arts appliqués (Photographie)

Établissements privés

Établissement	Date de transmission	Demande en vertu de la loi	Présentation
Institut pontifical d'études médiévales	16 avr. 2008	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Doctorat en études médiévales
RCC Institute of Technology	11 fév. 2009	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en décoration intérieure
RCC Institute of Technology	11 fév. 2009	Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie (Systèmes d'information informatiques)
RCC Institute of Technology	11 fév. 2009	Renouvellement de consentement	Baccalauréat en technologie (Techniques de génie électronique)

Établissements publics

Établissement	Date de transmission	Demande en vertu de la loi	Présentation
Central Michigan University	25 sept. 2008	Renouvellement de consentement	Renouvellement de la Maîtrise en arts (Éducation)
Charles Sturt University	27 fév. 2009	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat ès sciences (Biotechnologie judiciaire)
Charles Sturt University	27 fév. 2009	Offrir un programme menant à l'obtention d'un grade	Baccalauréat en études de l'enseignement secondaire
Université du Nouveau-Brunswick	4 mars 2009	Cessation d'un programme	Baccalauréat en services infirmiers (programme menant à un grade)



Les évaluateurs de la qualité

La Commission s'appuie sur l'expertise d'un groupe d'enseignants, qui interviennent en tant que membres de comités chargés d'évaluer la rigueur de l'enseignement des programmes proposés. Les membres de ces comités d'examen de la qualité étudient les demandes et rédigent des rapports à l'intention de la Commission. Depuis la création de cette dernière, en 2001, plus de 300 personnes ont été membres de ces comités.

Nous remercions les 33 personnes-ci-dessous pour leur participation aux comités d'examen des demandes soumises pendant l'exercice couvert par le présent rapport :

Ageloff, Scott , M. Arch	New York School of Interior Design
Alfred, Richard , Ph.D.	University of Michigan
Al-Haddad, Kamal , Ph.D.	Université du Québec, École de technologie supérieure
Andonian, Greg , Ph.D.	Université Carleton
Atkinson, David , Ph.D.	Université polytechnique Kwantlen
Berczi, Andrew , Ph.D.	Université Wilfrid Laurier
Boritz, Ephrim , Ph.D.	Université de Waterloo
Bowman, Robert , Ph.D.	Université York
Burley, Robert , Ph.D.	Université Ryerson
Chalmers, Lynn , MofD	Université du Manitoba
Chin, Peter , Ph.D.	Université Queen's
Clark, David , Ph.D.	Université McMaster
Ellis, Desmond , Ph.D.	Université York
Gaff, Jerry , Ph.D.	Association of American Colleges & Universities
Gekas, George , Ph.D.	Université Ryerson
Gilbert, Lorraine , MFA	Université d'Ottawa
Grunig, Larissa , Ph.D.	University of Maryland
Hussey, Roger , Ph.D., FCCA	Université de Windsor
Kane, Ruth , Ph.D.	Université d'Ottawa
Klinkhamer, Sooz , MA	Université polytechnique Kwantlen
Kumar, Vinod , Ph.D.	Université Carleton
Landau, Tammy , Ph.D.	Université Ryerson
Lee, Henry , Ph.D.	University of New Haven
Merkley, Paul , Ph.D.	Université d'Ottawa
Montgomerie, Thomas Craig , Ph.D.	Université de l'Alberta
Murgatroyd, Steve , Ph.D.	Murgatroyd Communications and Consulting Inc.
Nilson, Michelle , Ph.D.	Université Simon Fraser
Parker, Drew Cunningham , Ph.D.	Université Simon Fraser
Splettstoesser, Ingrid , Ph.D.	Université York
Stewart, Carole , Ph.D.	Université de Guelph
Wilamowski, Bogdan , Ph.D.	Auburn University
Wilson, Paul , Ph.D.	Université Trent
Witmer, Diane , Ph.D.	California State University

Comité d'examen des établissements

Outre les comités d'évaluation, la Commission peut constituer d'autres comités consultatifs pour l'aider à étudier les demandes. Le comité d'examen des établissements est un comité permanent établi par la Commission afin d'examiner la solidité et la capacité organisationnelles des établissements privés. La Commission nomme un comité parmi les membres du comité d'examen des établissements pour étudier chaque demande déposée par un établissement privé.

En janvier 2009, la Commission a nommé quatre nouveaux membres à ce comité : MM. Neil Henry, John Munro, Ph.D., Stephen Murgatroyd, Ph.D. et Sam Scully, Ph.D. M. John Watson, Ph.D., s'est joint à eux en mars 2009.

Sondage 2008

Chaque année, un sondage est mené auprès des demandeurs ayant déposé un dossier et des évaluateurs afin de connaître leur opinion sur ce qui fonctionne bien et sur ce qui peut être amélioré en ce qui concerne les normes et les points de repère de la Commission, le processus d'évaluation et les échanges avec le secrétariat de la CEQEP. La CEQEP a mis à profit le sondage de cette année pour évaluer son rendement par rapport à ses trois engagements aux termes du mandat donné par le ministre.

Cela lui a permis de déterminer que des améliorations sont possibles au chapitre de la transparence et des délais. Le sondage, réalisé en mai 2008, a fait ressortir les points suivants :

1. Les normes d'évaluation de la Commission sont rigoureuses et pertinentes d'un point de vue pédagogique.

- 88 % des demandeurs jugent que les normes et les points de repère de la Commission reflètent les renseignements les plus essentiels d'un programme proposé.
- 90 % des demandeurs indiquent que les normes et les points de repère sont compréhensibles et cohérents.
- Alors que 88 % des évaluateurs considèrent les normes et les points de repère efficaces et que 90 % les jugent adéquats, ils ne sont que 72 % à les trouver faciles d'utilisation.

2. La compétence des évaluateurs de la Commission pour évaluer les demandes par rapport aux normes de la Commission est reconnue.

- Presque tous les évaluateurs (98 %) et quatre demandeurs sur cinq s'entendent pour dire que le comité d'examen de la qualité s'est montré compétent, à l'écoute des commentaires des demandeurs, équitable et adéquatement constitué.
- 85 % des demandeurs et 92 % des évaluateurs déclarent que le comité a travaillé rapidement.

3. Le processus d'examen de la Commission est juste et transparent.

- 66 % des demandeurs ont fait part de leur satisfaction en ce qui concerne la transparence du processus d'évaluation.
- 70 % des demandeurs et 88 % des évaluateurs se sont dits satisfaits de la clarté des lignes directrices relatives au dépôt de la demande et des cahiers des évaluateurs.
- Tous les évaluateurs ont jugé corrects les délais d'examen des demandes, alors que seuls 54 % des demandeurs étaient du même avis.

Le sondage a fourni des renseignements précieux sur le rendement du secrétariat. Les résultats montrent que 90 % des sondés jugent que le personnel du secrétariat est compétent, donne de l'information à jour, répond aux questions dans un délai raisonnable et est efficace.

Amélioration continue

La transparence et l'amélioration continue sont des engagements importants pour la CEQEP. Nous comptons réaliser l'an prochain un sondage complet auprès des intervenants afin d'évaluer les critères et les processus de la Commission ainsi que les services du secrétariat. Un organisme de sondage indépendant s'entretiendra avec les principaux intervenants et sondera des titulaires de consentement, des évaluateurs et des organismes d'assurance de la qualité d'autres provinces. Les résultats de ce sondage fourniront des renseignements utiles pour l'autoévaluation et seront publiés dans le rapport annuel 2009-2010.

Les membres de la Commission

Président



Chef d'entreprise et leader communautaire, **Dale Patterson** (mandat : 25/4/2009 – 24/4/2011) est le premier président de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire. M. Patterson est diplômé de l'Université York et vice-président directeur du Fonds de découvertes médicales canadiennes. À l'heure actuelle, M. Patterson siège au conseil d'administration de plusieurs organismes professionnels, privés et à but non lucratif, dont l'Initiative torontoise de biotechnologie et la Canadian Venture Capital Association; il est en outre le président fondateur du Biotechnology Council of Ontario. Il a par ailleurs reçu, en 2006, le prix récompensant le bénévolat remis par l'Initiative torontoise de biotechnologie. En 2009, M. Patterson a été élu membre du conseil d'administration du Réseau international des organismes de promotion de la qualité en enseignement supérieur (RIOPQUES).

Vice-présidente



Maureen J. Morton (mandats : 1/6/2002 – 31/5/2010) a obtenu un LL.B. de l'Université de Toronto en 1989 et est avocate spécialiste du secteur de la technologie depuis 1991. Elle a travaillé chez Fasken Martineau DuMoulin LLP jusqu'en 1994, année où elle s'est jointe au cabinet Lerner & Associates LLP. Elle a été nommée, en février 2000, vice-présidente, puis, en 2008, première vice-présidente des affaires juridiques d'Autodata Solutions Company. Après avoir siégé au conseil d'administration de plusieurs organismes à but non lucratif, Mme Morton est actuellement membre du conseil d'administration et vice-présidente de TechAlliance of Southwestern Ontario.



Richard Barham (mandats : 1/7/2007 – 30/6/2010), retraité, possède une maîtrise de l'Université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, et un doctorat de l'Université d'Alberta. Il a occupé différents postes de professeur à l'Université d'Otago, à l'Université d'Alberta et à l'Université de Guelph, où il a été directeur de département, puis doyen du College of Family and Consumer Studies. Il a exercé pendant deux trimestres la fonction de vérificateur pour l'évaluation des programmes de premier cycle menée par le Conseil des universités de l'Ontario et a été membre du groupe de travail sur la transition et la mise en œuvre de l'assurance qualité du CUO de mai 2008 à octobre 2009.



Jane Blackwell (mandats : 1/12/2005 – 30/6/2011) détient une maîtrise en éducation de l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, ainsi qu'une maîtrise en administration des affaires de l'Université Athabasca. Depuis mai 2008, Mme Blackwell est retraitée du Collège Northern, à Kirkland Lake (Ontario), où elle enseignait les affaires et a dirigé divers projets. Chef de file du développement communautaire, Mme Blackwell a animé des ateliers et des réunions pour des groupes du collège, de communautés locales et régionales, de la province et d'autres pays. Elle a été membre du comité d'examen des collèges, coordonnatrice de programmes, évaluatrice pour l'Association des collèges communautaires du Canada et agente de projets pour le ministère de l'Éducation et de la Formation de l'Ontario. Elle siège au conseil d'administration du Materials Joining Innovation Centre (organisme à but non lucratif ayant pour but d'aider l'industrie à résoudre ses problèmes de soudure et de raccordement de matériaux). Elle est également administratrice de la Société de développement communautaire de Kirkland & District.



Ashok Dalvi (mandats : 1/7/2003 – 30/6/2011), Ph.D. (métallurgie et science des matériaux), Université McMaster, est ingénieur inscrit en Ontario et membre des instituts canadien et américain des mines, de la métallurgie et du pétrole. Il était jusqu'à récemment directeur du génie des procédés et des études stratégiques chez Vale Inco Limited, importante entreprise du secteur des métaux. Il est aujourd'hui président de Dalvi Associates Inc., société indépendante de conseil en stratégie des métaux. Il a œuvré à l'échelle internationale dans les domaines de la recherche-développement sur les procédés, de la gestion de projets et des études stratégiques.



Konata Lake (mandats : 1/7/2004 – 30/6/2009) est étudiant à la Osgoode Hall Law School de l'Université York, où il prépare un LL.B.; il siège au conseil de la faculté Osgoode, en tant que représentant des étudiants. M. Konata est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de la Schulich School of Business de York. Parallèlement à ses études de premier cycle, il siège à titre de représentant des étudiants au conseil des gouverneurs de l'Université York et a été président du conseil d'administration du centre des étudiants de la même université.



David Leyton-Brown (mandats : 1/7/2001 – 30/6/2010) est le directeur du collège Calumet et enseigne les sciences politiques à l'Université York. Il a précédemment occupé les fonctions de directeur général du Conseil des études supérieures de l'Ontario, de doyen de la Faculté des études supérieures de l'Université York et de président de la Northeastern Association of Graduate Schools.

Les membres de la Commission Continued



Ian Mugridge (mandats : 1/7/2001 – 30/6/2009) est professeur auxiliaire au centre de téléenseignement de l'Université Athabasca. Ancien recteur de la British Columbia Open University et vice-président de la British Columbia Open Learning Agency, il a assumé les fonctions de vice-président adjoint à l'enseignement à l'Université Simon Fraser et de directeur des programmes au Commonwealth of Learning.



Richard Pinnock (mandat : 1/7/2007 – 31/12/2009), titulaire d'un MBA de l'Université York et d'un baccalauréat en commerce de l'Université McGill, et membre de l'Institut des administrateurs de sociétés, est originaire du Québec. Il est actuellement administrateur délégué d'INROADS/Toronto, organisme à but non lucratif offrant de la formation en leadership et des occasions de stage d'été aux étudiants de niveau universitaire d'origine autochtone ou issus des principales minorités visibles du Canada. Il possède une expérience de 20 ans dans la communication et le marketing stratégique, acquise chez Courrier Purolator, à la Monnaie royale canadienne et chez ClientLogic (société du groupe ONEX). Ses activités bénévoles et communautaires ont aidé des milliers d'étudiants et d'adultes issus des minorités. Il se donne pour mission personnelle « d'aider tous les Canadiens à réaliser pleinement leur potentiel ».



William Robson (mandats : 1/7/2001 – 30/6/2008) assume les fonctions de président et chef de la direction de l'Institut C.D. Howe depuis juillet 2006, après y avoir été vice-président principal depuis 2003 et directeur de la recherche depuis 2000. Il possède un baccalauréat ès arts de l'University of Toronto et une maîtrise ès arts de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton. Il a été conseiller ou administrateur de plusieurs organismes d'affaires publiques ou liés à l'éducation. Il a donné des cours sur les finances publiques et les politiques publiques à l'Université de Toronto de 2000 à 2003. Avant de se joindre à l'Institut C.D. Howe en 1988, il a occupé des postes d'économiste au sein de Wood Gundy Inc. et au ministère fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources.



Patricia M. Rowe (mandats : 1/7/2007 – 31/12/2009) est professeure émérite de psychologie et ancienne doyenne de la Faculté des études supérieures de l'Université de Waterloo. Après avoir été évaluatrice de demandes pour le compte de la CEQEP, elle œuvre actuellement comme vérificatrice pour l'évaluation des programmes de premier cycle menée par le Conseil des universités de l'Ontario. Elle a également, en tant qu'associée du Waterloo Centre for the Advancement of Co-operative Education, mené des recherches sur les effets de l'expérience professionnelle sur le début de carrière des jeunes diplômés.

Secrétariat de la CEQEP

Le secrétariat est constitué d'un petit groupe d'employés du ministère et assume un rôle de soutien pour la Commission. Ses activités consistent notamment à :

- rédiger les politiques, procédures et critères de la Commission;
- gérer les demandes d'approbation;
- consulter les intervenants et les autres organismes d'assurance de la qualité à propos des normes et des procédures d'évaluation de la qualité;
- conseiller les demandeurs et demandeurs potentiels quant aux exigences de la Commission;
- constituer des listes d'experts à des fins de sélection d'évaluateurs de la qualité des programmes ou de vérificateurs des organismes par la Commission; et
- assurer la liaison avec les responsables du gouvernement, les associations professionnelles et les organismes de réglementation.

Au 31 mars 2009, le secrétariat est constitué des membres suivants :

Directrice générale

Virginia Hatchette, Ph.D.

Conseillère principale en politiques

Irene Butenko, Ph.D.

Coordonnatrice de l'administration

Rosaria Cioffi

Dépenses des membres de la Commission en 2008-2009

Indemnités journalières et services	35 039,69 \$
Frais de déplacement	12 653,45 \$
Total :	47 693,14 \$

CEQEP

**Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire
The Postsecondary Education Quality Assessment Board**

Téléphone (416) 212-1230

Télécopieur (416) 212-6620

900, rue Bay

23^e étage, édifice Mowat

Toronto (Ontario) M7A 1L2

www.peqab.ca